Communiqué de l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires de Maine-et-Loire

Déconfinement

Un impératif : garantir la protection sanitaire et sociale de tous

Profitant de la journée du premier mai, journée de solidarité internationale et de revendications et non pas « fête du Travail », le président de la République a osé sans honte adresser « une pensée » à tout·e·s celles et ceux qu'il méprise depuis son accession au pouvoir.

Avec leurs organisations syndicales, salarié·e·s et fonctionnaires ont combattu la réforme des retraites dont ils réclament toujours l'abandon, ont refusé la réforme de l'Assurance chômage, dont ils réclament aussi l'abandon.

Depuis des années, les personnels hospitaliers et leurs organisations syndicales revendiquent des moyens pour l'hôpital public. Ils n'ont rencontré que rejet du gouvernement. Pourtant aujourd'hui, face à l'incurie gouvernementale et malgré elle, ils font face à la crise sanitaire.

Plus généralement, salarié·e·s et fonctionnaires se battent contre la destruction des Services publics et du Code du travail par ce gouvernement.

Ces combats, le Président les dénomme avec une insupportable condescendance « des chamailleries » !

Et maintenant Emmanuel Macron impose un « déconfinement progressif » à partir du 11 mai dans une impréparation et une improvisation totale !

Dans ce contexte, l'intersyndicale CGT, FO, FSU Solidaires… de Maine et Loire considère qu'à l'occasion de ce « déconfinement progressif » confirmé par Édouard Philippe le 28 avril, il est impératif de garantir la protection sanitaire et sociale des salariés, des agents des services publics, des retraités, des enfants et des jeunes.

Personne ne doit être sacrifié sur l'autel de la reprise économique.

De ce point de vue la question de la reprise à l'École est centrale. Les enseignant·e·s sont inquiet·e·s et en colère face à ***des conditions de retour en classe irréalistes et dangereuses,*** pour les élèves et leurs parents comme pour les personnels. Une fois de plus c'est la gestion de la pénurie qui guide l'action du gouvernement et pas la santé et la sécurité des élèves et des personnels.

Dans les entreprises, les modalités de reprise doivent garantir également la santé des salarié·e·s comme le maintien de l'emploi : de nombreux secteurs industriels sont touchés de plein fouet par la crise économique consécutive à la crise sanitaire et les premiers à en payer le tribut ne sont pas les actionnaires mais les salarié·e·s, les intérimaires et les précaires.

Nous ne l'acceptons pas et revendiquons de l'État que tout soit mis en œuvre pour interdire tout licenciement économique, y compris si nécessaire par la nationalisation même provisoire.

Nous refusons également les annulations de cotisations sociales et la ponction de jours de congés et de RTT.

Dans la programmation du « déconfinement », il y a nombre d'oubliés : les retraités, les personnes âgées en EHPAD et les personnels qui chaque jour les accompagnent, qui devront continuer de se priver de vie sociale sans aucune garantie de protection de la part des pouvoirs publics. Mais également les personnes sans logement et en grande précarité qui ont subi de plein fouet cette crise sanitaire.

C'est ainsi que de tristes records historiques de repas servis par les associations d'aide alimentaire ont été enregistrés ces derniers jours.

Parce que l'impératif est de protéger les vies, nos organisations posent des conditions à la sortie de ce confinement. Contre l'appel à l'« union sacrée » qui, sous prétexte que la crise sanitaire frappe indifféremment toutes et tous, voudrait imposer le silence à toutes formes d'opposition, nous continuons à exprimer nos revendications :

Notamment celles concernant :

- la défense des services publics, de l'hôpital public, de l'éducation nationale : des moyens à hauteur des besoins qui ont été dramatiquement mis en lumière par cette crise sanitaire
- la retraite par répartition : retrait du projet de « retraite universelle », maintient de tous les régimes !
- la hausse des salaires,
- une assurance chômage protectrice et non coercitive : retrait de la réforme sur l'assurance chômage

Nous exigeons que toutes les contre-réformes qui ont fragilisé la protection sociale et les garanties collectives, ou qui les ruineraient si elles sont maintenues, soient définitivement abandonnées.

Dans la situation immédiate de « déconfinement », les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires du Maine-et-Loire revendiquent :

- **le dépistage systématique pour les salarié·e·s, des masques « FFP2 » ou a minima « chirurgicaux », du gel et toute protection individuelle nécessaire et spécifique à l'activité des entreprises et administrations pour toutes et tous ;**
- **aucune réouverture d'école sans avoir réuni les conditions de sécurité sanitaire : masques « FFP2 » ou a minima « chirurgicaux », gel, dépistage ;**
- **le respect des libertés démocratiques menacées entre autres par la mise en œuvre envisagée de « Stop covid ». Nous refusons de voir les Libertés publiques, tant individuelles que collectives, réduites sous prétexte de crise sanitaire, nous refusons l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes dès lors que les conditions sanitaires sont remplies ;**
- **l'interdiction des licenciements et des versements de dividendes ;**
- **la prise en charge du chômage partiel à hauteur de 100 % du salaire net ;**
- **l'abrogation immédiate des ordonnances qui ont permis de déroger pendant la crise au droit des travailleurs et travailleuses.**

Angers, le 7 mai 2020